

MEMOIRE DE RECHERCHE

Thème : Politique fiscale et croissance économique dans la zone UEMOA

Auteurs : Ndoeffène DIOUF et Mamadou GUEYE

ndoffenediouf47@gmail.com universelgueyemo@gmail.com

Élèves Ingénieurs Statisticiens Économistes

École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Économique (ENSAE-Sénégal)

Sous la supervision de : Pr Cheikh Tidiane NDIAYE

cheikh-tidiane.ndiaye@ugb.edu.sn

Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB)

2019-2020

Résumé :

Les recettes fiscales constituent la principale source de recettes des pays de l'UEMOA. Aux défis multiples auxquels font face les pays de l'UEMOA, l'augmentation des recettes devient une nécessité. L'objectif de cette étude est d'analyser l'effet de la politique fiscale sur la croissance économique de l'UEMOA. Pour cela, on a recours à une modélisation en données de panel dynamique qui est estimée par la méthode LSDVC (Least Square Dummy Variable Corrected) de Bruno (2005). Les résultats révèlent que les variables : impôts sur les biens et services et impôts sur les salaires et la main d'oeuvre ont un effet positif et significatif sur la croissance économique. Cet effet augmente lorsque la politique fiscale est associée à une bonne gouvernance notamment la qualité réglementaire mais aussi la stabilité politique et l'absence de violence.

Mots clés : *Politique fiscale, Croissance économique, UEMOA, LSDVC*

Abstract :

Tax revenue constituting the main source of revenue for WAEMU countries. With the multiple challenges faced by WAEMU countries, revenues are becoming a necessity. The objective of this study is to analyze the effect of fiscal policy on the economic growth of the WAEMU. To do this, using dynamic panel data modeling which is estimated by the LSDVC (Least Square Dummy Variable Corrected) method of Bruno (2005). The results reveal that the variables : taxes on goods and services and taxes on wages and labor have a positive and significant effect on economic growth. This effect increases when fiscal policy is combined with good governance including regulatory quality but also political stability and the absence of violence.

key words : *Tax policy, Economic growth, WAEMU , LSDVC*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La crise financière de 2009 a fait comprendre aux pays en particulier ceux en développement qu'il est impératif d'intensifier la mobilisation de ressources intérieures afin de répondre aux politiques économiques. En effet, cette crise a reflété la vulnérabilité de ces pays face aux chocs exogènes mais aussi face à la volatilité des sources de financement externe comme l'aide publique au développement, la dette et les transferts des migrants. C'est pourquoi, le renforcement de la croissance économique dans les pays en développement exige plus de ressources publiques afin de garantir l'autonomie budgétaire. Ces dernières années, un bon nombre de ces pays en développement connaissent des croissances économiques importantes. C'est le cas particulier des pays membres de l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ils ont enregistré des performances économiques caractérisées par des taux de croissance élevée, soit en moyenne 6,6% en 2017(UEMOA,2019). Ces performances économiques peuvent être imputées aux efforts d'investissements effectués, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement (Assi et al, 2018). Cependant, ces investissements sont souvent sources d'endettement qui ne cesse d'augmenter. En effet, le taux d'endettement public de l'union est estimé à 48,3% du PIB en 2018 contre 45,7% en 2017 (UEMOA, 2019). Ce qui veut dire que, les recettes fiscales de l'union ne sont pas assez importantes pour couvrir les besoins de financement public. Car ces recettes fiscales représentent 15,3% du PIB en 2018 (UEMOA, 2019). Ce faible taux peut être expliqué par l'inefficacité des administrations fiscales qui se caractérise par un manque d'organisation au niveau des unités de mesure. Et parfois le personnel n'est pas doté d'une compétence technique pour utiliser convenablement les outils informatiques modernes. Par ailleurs, le manque de confiance au gouvernement provoque aussi une réticence des contribuables au paiement de l'impôt. Ce qui montre qu'il existe une étroite relation entre le niveau des recettes et les indicateurs de bonnes gouvernances (FMI, 2011). Et puis dans les pays en développement, une bonne partie de la population active se trouve dans le secteur informel ; un secteur qui échappe souvent aux statistiques des finances publiques. Ce qui constitue également un facteur explicatif du faible taux d'imposition au niveau de la zone. La mobilité des capitaux à l'image de la mondialisation rend aussi la tâche difficile à ces pays. C'est pourquoi, dans l'objectif d'attirer les investisseurs en particulier l'investissement direct étranger, les pays en développement sont parfois exposés à des exonérations fiscales dont leur efficacité économique n'est pas toujours approuvée. En outre, les pays à revenu faible tirent une part importante de leurs recettes fiscales dans les échanges commerciaux (Diara, 2012). Or, la mondialisation fait que beaucoup de ces pays libéralisent de plus en plus leurs régimes commerciaux, ce qui entraîne une baisse des recettes commerciales.

Par conséquent, le caractère structurel de l'accumulation des déficits budgétaires et les problèmes qui en découlent tels que les effets d'évictions nuisant aux performances des économies, ont conduit les autorités de la zone UEMOA à adopter des critères de convergence de leurs économies dont les trois se rapportent à la gestion des finances publiques (Kako Nubukpo, 2007). Ainsi, sont assujettis aux pays membres, plusieurs directives et règlements concernant la fiscalité. Parmi ces critères, l'on retrouve la fixation d'un taux de pression fiscale au moins égal à 20% et un taux de déficit de moins de 3% dans chaque économie (UEMOA, 2019).

Ces politiques visent à faire de la fiscalité un moyen d'intervention des pouvoirs publics pour une meilleure intégration économique mais aussi pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les recettes fiscales constituent non seulement un moyen d'augmenter les ressources publiques (VILLIEU, 2011), mais elles permettent aussi de réduire les inégalités, booster l'investissement privé et créer des incitations pour encourager la croissance économique et l'emploi (Stoilova, 2017).

Par ailleurs, il faut noter que la relation théorique entre la fiscalité et la croissance était souvent orientée dans le sens d'un effet de la croissance des agrégats macroéconomiques sur les rentrées fiscales et peu d'importances ont été accordées à l'impôt dans un processus de croissance économique. En revanche, il est de plus en plus admis qu'une bonne politique fiscale reflète la bonne santé économique d'un pays ou même d'une union. De ce fait, une analyse mettant en exergue les recettes fiscales et la croissance économique constituerait un outil pour apprécier la politique fiscale en vigueur dans l'UEMOA.

Apporter des éléments de réponses à la question du comment et dans quelles mesures les instruments de politiques fiscales peuvent stimuler la croissance économique dans la zone, tel est l'objectif général de cette étude. D'une manière spécifique, il s'agira de voir les effets d'une baisse ou d'une hausse d'impôt sur la croissance économique mais également de vérifier si **ces effets ne sont pas sujet aux variables de bonne gouvernance**.

Pour atteindre ces objectifs, les hypothèses suivantes sont formulées :

✎ : **Les types d'impôt n'agissent pas de la même façon sur la croissance économique**

✎ : **Les effets des des types d'impôt dépendent des variables de bonne gouvernance**

Notre travail s'articule autour de trois sections. La première est consacrée à la revue théorique et empirique, la deuxième procède à une description des données et la méthodologie adoptée et la troisième section présente les résultats et discussions.

1 Revue de littérature

1.1 Revue théorique

La mobilisation des recettes fiscales peut être un moteur de la croissance économique surtout en Afrique subsaharienne où l'excédent budgétaire fait défaut. En effet, la fiscalité influence les décisions des individus concernant l'épargne, le travail mais également les décisions des entreprises en matière de production, d'investissement et de création d'emploi. Cependant, ces décisions ne sont pas seulement influencées par le taux d'imposition mais aussi par la structure des recettes fiscales. La structure des recettes fiscales fait que l'effet de celles-ci sur l'activité économique n'est pas uniforme. La charge fiscale implique que le niveau global des impôts reflète les choix des sociétés sur la taille du secteur public, tandis que la structure est d'abord et avant tout un outil pour mettre en œuvre ces choix. Étant donné que les impôts les plus élevées présentent potentiellement les distorsions les plus élevées. C'est pourquoi, les gouvernements peuvent envisager de modifier la structure fiscale afin de minimiser les conséquences négatives sur la croissance, tout en maintenant

le niveau des biens et services publics fournis (OCDE, 2008).

La théorie de la croissance endogène de Romer (1986), Lucas (1988) et Barro (1990) indique que la politique fiscale peut avoir à la fois des effets positifs et négatifs sur la croissance économique. L'effet positif provient indirectement des dépenses publiques financées par les taxes. En effet, certaines dépenses publiques comme les dépenses en infrastructure, en éducation, en santé améliorent la productivité de l'économie et promeuvent l'investissement en capital physique et en capital humain. En plus, ces dépenses constituent une externalité favorable pour le secteur privé qui en profite pour augmenter sa production. Ce qui permettra à l'État d'accroître ses dépenses productives en raison du supplément de recettes fiscales qu'il tire de la production. Ainsi, le développement économique génère souvent des besoins supplémentaires, compte tenu des recettes fiscales nécessaires au financement d'une augmentation des dépenses publiques, mais il accroît de même l'aptitude des pays à s'autofinancer (Tanzi et Zee, 2001). Par contre la politique fiscale affecte négativement la croissance économique dans la mesure où elle provoque des distorsions sur les choix des agents économiques. En effet, un taux d'imposition élevé impacte négativement les incitations des agents économiques à travailler, à épargner, à investir et à innover. Ce qui modifie en conséquence le ratio production capital à l'équilibre et donc le niveau de la production. La fiscalité influence également les rentrées et les sorties de capitaux des entreprises multinationales qui ont la possibilité de s'installer là où la fiscalité est moins pesante. De plus, une charge fiscale lourde peut décourager l'investissement dans les secteurs les plus taxés et à forte productivité au profit des secteurs les moins taxés et peu rentables. Cette théorie est corroborée avec celle du courant classique d'Adam Smith (1776) qui stipule que l'impôt peut gêner la production industrielle d'un peuple et le dévie vers des branches de commerce et de travail peu productives. Il semble alors évident qu'il existe une relation en cloche entre la croissance et l'impôt qui reflète l'arbitrage entre ces deux effets contraires. Cette relation est équivalente à la courbe de Laffer (1973) montrant que le taux d'imposition est positivement corrélé au taux de croissance économique jusqu'à un certain seuil. Et au-delà de ce seuil correspondant au taux d'imposition optimal, toute variation du taux d'imposition est inversement proportionnelle à la croissance. Puisqu'à partir de ce taux seuil, toute taxe quelconque nuit la performance économique conduisant à une diminution des rentrées fiscales. Par ailleurs, ces taux élevés encouragent les comportements de fraude et d'évasion fiscale.

1.2 Revue empirique

Si l'effet de la politique fiscale sur la croissance est théoriquement mitigé, les études empiriques le sont plus. En effet, plusieurs études ont essayé de mettre en évidence l'importance de la fiscalité dans un processus de croissance.

Matthew (2009) analyse la relation entre la politique fiscale et la croissance économique en Afrique du Sud sur la période 1990-2004. Il aboutit à l'existence d'un effet positif des recettes fiscales sur la croissance économique. Par contre, l'ampleur du déficit budgétaire ne semble pas avoir un effet significatif sur la production.

Par ailleurs, à l'aide d'un modèle de croissance endogène, Keho (2010) montre l'existence d'une relation de long terme entre les variables fiscales et le PIB. Fayçal, Saloua (2016) quant à eux, utilisent un panel de 10 grands pays sur la période 2000-2009 et aboutissent au même résultat. En effet, les politiques fiscales menées dans ces grands pays ont un effet de long terme favorable sur les indicateurs économiques tels que le PIB par habitant, le RNB par habitant. Ils concluent que la politique fiscale peut être un outil important de sortie de récession mais également pour contrarier le ralentissement économique et contribuer à la croissance. Parallèlement, Hamzaoui et Nezha Bousselhami (2017) ont étudié l'importance des recettes fiscales dans les politiques de croissance. Ils prouvent que ces dernières peuvent permettre aux autorités d'atteindre leurs objectifs macroéconomiques et sociaux. Des résultats similaires ont été trouvés par Moussavou (2017) qui précise que les impôts sur les personnes physiques, les taxes sur les biens et services favorisent la croissance économique.

En étudiant le cas de l'Afrique subsaharienne à travers 18 pays, Uche et Okelue (2017) montrent que les taxes non distorsionnelles ont des effets importants sur la croissance économique. L'étude suggère que la fiscalité peut être un moyen de développement pour cette région mais toutefois, il faut s'assurer que les recettes collectées soient correctement utilisées. Il est donc impératif de réduire les dépenses consacrées aux loisirs, à la culture et à d'autres fonctions comme les dépenses administratives et politiques susceptibles de faciliter la mise en place de mécanismes de stabilisation dans chaque pays. Il juge nécessaire le renforcement de la croisade anti-corruption et le système judiciaire afin de contrecarrer du niveau de corruption élevée dans certains pays d'Afrique. André Gbato (2017) élargit l'étude en utilisant un échantillon de 32 pays d'Afrique subsaharienne. Selon les résultats, il constate que la fiscalité n'a aucun effet sur la croissance à long terme. De plus, les résultats suggèrent un effet négatif des impôts indirect à court terme. Par conséquent, l'utilisation de la fiscalité comme moyen d'intervention n'est pas approprié dans la région. Et dans ce cas, les pays de la région pourraient augmenter leur croissance lorsque la politique budgétaire repose sur une neutralité fiscale. Heru Iswahyudi (2018) examine l'impact de la structure des taxes sur la croissance économique en Indonésie en utilisant un modèle de croissance à la Solow. Il ressort de son étude que l'impôt sur le revenu n'a pas un effet significatif sur la croissance économique contrairement à Pouya Ebrahimi et Francois Vaillancourt (2012) qui ont soutenu un effet positif, significatif sur la croissance de l'économie indonésienne.

Dans le même axe de recherche, Stoilova (2017) a étudié l'impact de la structure fiscale dans l'économie de l'Union Européenne. Il aboutit au résultat selon lequel la structure fiscale basée sur la taxe sélective à la consommation, des taxes sur le revenu et la propriété soutient davantage la croissance économique. Heru Iswahyudi (2018) a effectué la même étude, mais en l'appliquant sur l'économie indonésienne. En s'appuyant sur un modèle de croissance à la Solow (1956), il trouve contrairement aux résultats de Stoilova (2017) que l'impôt sur le revenu n'a pas un effet significatif sur la croissance économique. Contrairement à ce dernier, Francis et al (2018) montrent que des mesures adéquates garantissent que les recettes générées par taxes soient un moyen pour faire croître l'économie nigérienne et celle ghanéenne.

2 Modèle économétrique et analyse descriptive des variables

L'objet de cette section est de présenter la méthode adoptée pour l'estimation du modèle économétrique et de décrire les variables.

2.1 Modèle économétrique

Pour estimer la relation entre la politique fiscale et la croissance économique sur un ensemble de pays, la régression sur des données de panel est souvent utilisée. En effet, les auteurs comme Kneller (1998) Antino et al (2012), Mathew (2009) Uche et al (2017) ont recours aux modèles linéaires de panel dynamique pour capter l'effet de la politique fiscale sur la croissance économique.

Le modèle se définit comme suit :

$$Croissance_{it} = \alpha * Croissance_{it-1} + \beta_1 * \ln(ImpRev)_{it} + \beta_2 * \ln(ImpExt)_{it} + \beta_3 * \ln(ImpSal)_{it} + \beta_4 * \ln(Inves)_{it} + \beta_5 * CapHumain_{it} + \beta_6 * \ln(Impbs)_{it} + \beta_7 * \ln(ImpPatr)_{it} + \beta_8 * TaxOuv_{it} + \beta_9 * CroisDemo_{it} + \beta_{10} * \ln(DetteExt)_{it} + v_i + \epsilon_{it}$$

Avec :

v_i : les effets individuels

ϵ_{it} : les termes d'erreurs (résidus)

2.1.1 Méthode d'estimation

Étant donné que le modèle est dynamique, il se pose donc un problème d'endogénéité lié à la présence de la variable dépendante au niveau des régresseurs. Ce qui fait que les méthodes classiques comme la méthode MCO et la méthode MCG ne sont pas appropriées pour ce type de modèle car elles génèrent des résultats erronés. Dans le but de surmonter cette contrainte, beaucoup d'autres méthodes d'estimation ont émergé dans la littérature économétrique. Parmi lesquelles, on peut citer la méthode d'Anderson Hsiao (1982) qui consiste à utiliser la différence première du modèle dynamique et en considérant la variable dépendante retardée de deux périodes comme instrument. Cette méthode fournit des estimateurs efficaces lorsque le nombre d'individus tend vers l'infini et la période T fixe. Par contre l'estimateur d'Anderson Hsiao (1982) ne prend pas en compte la structure du terme d'erreur. Des études montrent également que même si l'échantillon contient un nombre important d'individus, un problème de fiabilité peut surgir au niveau des résultats lorsque les instruments sont faibles. Par ailleurs, d'autres méthodes d'estimation basées sur les moments généralisés existent. Il s'agit de l'estimation en GMM différence et de l'estimation en GMM système. La méthode GMM différence comme son nom l'indique, estime le modèle dynamique en utilisant les différences premières des variables comme instruments. Toutefois, lorsque les données persistent et que le nombre de période est petit, les variables décalées en niveau constituent de faibles instruments (Arellano, Bover (1995) et Blundell et Bond (1998)) conduisant à des estimateurs non efficaces. Pour tenir compte de cela, la méthode GMM système de Blundell et Bond (1998) consiste à estimer un système d'équations formé par les variables en niveau et leur

différence première et utilise les différences premières comme des instruments dans l'équation en niveau. La faiblesse de ces deux méthodes tout comme la méthode d'estimation d'Anderson Hsiao (1982) est que leurs propriétés valent pour N grand. Donc elles peuvent être gravement biaisées quand il s'agit de données dont le nombre d'individus est réduit comme dans notre cas. Cela constitue donc l'un des raisons pour lesquelles notre choix porte sur le modèle LSDVC (Least Square Dummy Variable Corrected). L'estimateur LSDVC de Bruno (2005) est une alternative basée sur la correction du biais du modèle LSDV Nickell (1981). Cette méthode a l'avantage d'avoir une variance faible et fournit une estimation consistante. Bun and Kiviet (2003) et Bruno (2005) ont montré par des simulations la robustesse de la méthode LSDVC par rapport aux autres. Nickel (1981) examine le biais de l'estimateur LSDV quand N tends vers l'infini. Ce biais joue un rôle important lorsque N et T sont finis (Kiviet 2003). Ainsi, Bun et Kiviet (1995, 1999) donne une approximation du biais de l'estimateur LSDV. Ils spécifient trois types de biais :

$$B_1 = c_1(T^{-1}); B_2 = B_1 + c_2(N^{-1}T^{-1}) \text{ et } B_3 = B_2 + c_3(N^{-1}T^{-2})$$

Les valeurs de $c_i, i = 1, 2, 3$ dépendent des paramètres du modèle et de la variance du terme d'erreur. L'estimateur LSDVC est donc obtenu en soustrayant le biais B_i à l'estimateur LSDV. $LSDVC_i = LSDV - B_i$.

2.2 Données et Analyse descriptive des variables

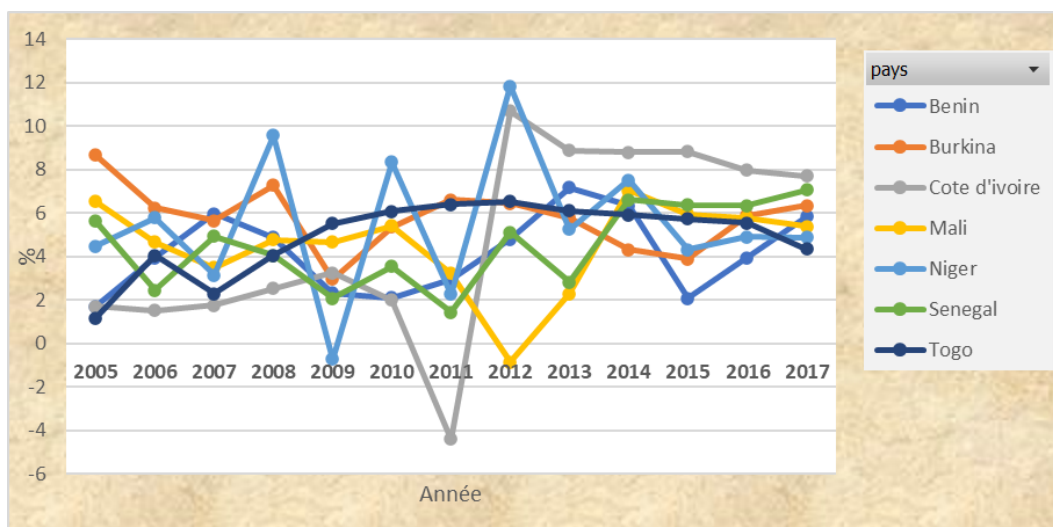
Dans le cadre de cette étude concernant les pays de l'UEMOA, les données utilisées couvrent la période 2005-2017. Les contraintes de données nous obligent à exclure la Guinée-Bissau de l'étude. En ce qui concerne les données sur les recettes fiscales, elles proviennent essentiellement des statistiques de l'OCDE exceptées celles du Bénin qui proviennent des statistiques du FMI complétées avec les données du « *rapport préparé dans le cadre d'une étude sur la politique fiscale en Afrique de l'Ouest plus précisément au Bénin* ». Les données sur la croissance économique des pays sont tirées de World Development Indicators (WDI database) et pour ce qui est des variables de bonne gouvernance, elles sont fournies par Worldwide Governance Indicators (WGI database).

2.2.1 Évolution de la croissance économique

L'analyse de la croissance économique des pays de l'UEMOA montre des tendances irrégulières avec des pics et des creux suivant la période 2005-2017. Certains de ces pays ont enregistré des taux de croissance négatifs au cours de cette période. En effet, en 2009, le taux de croissance économique du Niger est négatif et estimé à -0,71%. Cette situation est imputable à la sécheresse qu'a traversé le pays à la même période. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la crise post-électorale de 2011 a secoué fortement son économie conduisant à une croissance négative soit -4,39%. En 2012 au moment où l'économie malienne connaissait des contreperformances (soit -0,84% de croissance) liées à la crise sécuritaire qu'a traversé le pays, le Niger et la Côte d'Ivoire ont enregistré des taux de croissance à deux chiffres soient respectivement 11,85% et 10,71%, contribuant fortement à la progression du PIB de l'Union. Malgré les fluctuations observées sur la période, l'économie de l'Union a connu des améliorations ces dernières années. En effet, elle enregistre un

taux de croissance de 5,9% en 2017 contre 5,78% en 2016 ¹¹. La Côte d'Ivoire demeure le pays qui a le taux le plus élevé au niveau de la zone depuis 2013 malgré la tendance descendante de sa croissance.

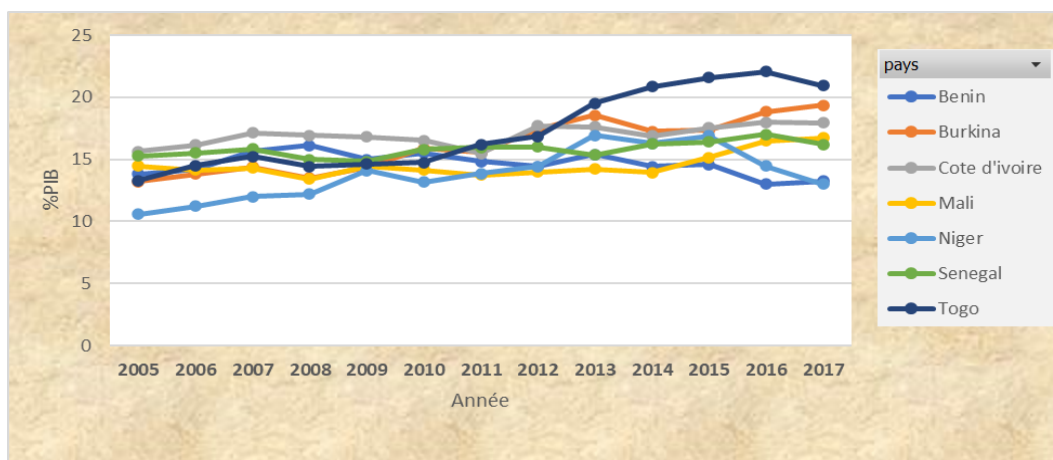
Figure 1: Évolution du taux de croissance économique des pays de l'UEMOA



Source : WDI

2.2.2 Évolution du taux de pression fiscale des pays de l'UEMOA

Figure 2: Taux de pression fiscale des pays de l'UEMOA durant la période 2005-2017



Source : WDI,FMI,OCDE,calculs des auteurs

Cette section aborde une analyse du taux de pression fiscale qui correspond au ratio recettes-PIB. Globalement, on remarque une tendance haussière du taux pour l'ensemble des pays. Cette tendance à la hausse montre que l'augmentation des recettes fiscales est beaucoup plus rapide que celle du PIB. Le ratio moyen recettes-PIB des sept pays considérés est de 16,76% pour l'année 2017 contre 15,59% sur la

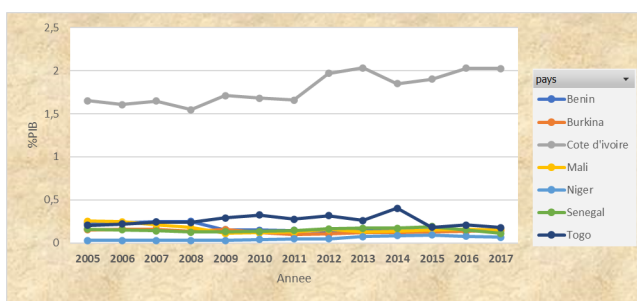
¹¹ Ici on fait référence au sept pays considérés dans l'étude.

période 2005-2017 et 17,12% pour l'année 2016. Ce qui montre une amélioration globale de la mobilisation des recettes. Le Togo contribue fortement à cette performance fiscale avec un taux de pression fiscale qui a dépassé les 20% en 2017. Ce qui lui a valu la position du premier pays ayant respecté le critère de convergence relatif à la fiscalité. Estimée à 13,02%, la pression fiscale du Niger est la plus faible au niveau de l'Union ²², le Bénin occupe l'avant dernier place avec un taux de pression fiscale égal à 13,24%.

2.2.3 Évolution des structure fiscales

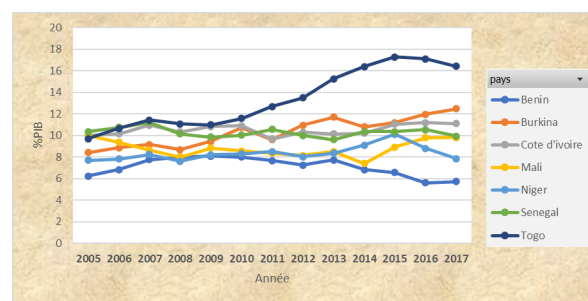
L'analyse de la structure fiscale a permis de constater la ventilation des recettes entre les impôts sur les biens et services, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales et les impôts sur le revenu, les gains et les bénéfices en capital.

Figure 3: Impôts sur les salaires et la main d'oeuvre



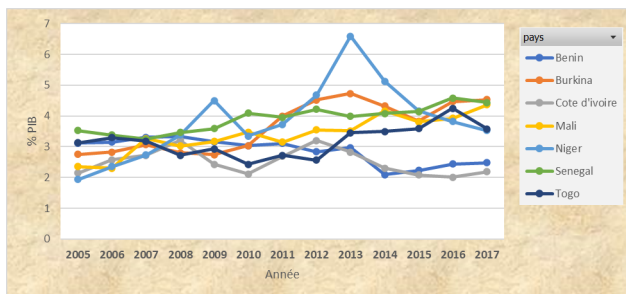
Source : WDI,OCDE,FMI, calculs des auteurs

Figure 4: Impôts sur les biens et sur les services



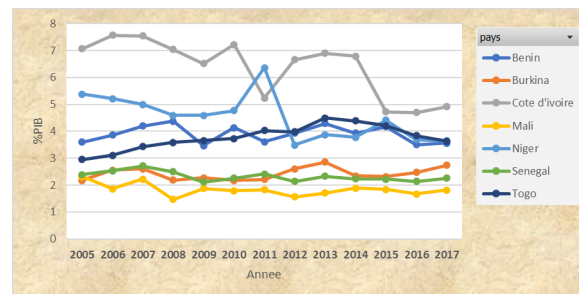
Source : WDI,OCDE,FMI, calculs des auteurs

Figure 5: Impôts sur le revenu, les gains et les bénéfices en capital



Source : WDI,OCDE,FMI, calculs des auteurs

Figure 6: Impôts sur le commerce extérieur et transactions internationales



Source : WDI,OCDE,FMI, calculs des auteurs

La tendance haussière des recettes fiscales a été essentiellement portée par les impôts sur les biens et service. En effet, elles représentent en moyenne 10,47% du PIB en 2017, soit une augmentation 0,65 points entre la période 2005-2017. Par ailleurs ces impôts sur les biens et services ont atteint les 61,17% du total des recettes fiscales en 2017 contre une moyenne de 62,65% sur la période 2005-2017. C'est au Togo que cette part des impôts sur les biens et services est la plus élevée, soit 16,43% du PIB en 2017 et grâce

. On rappelle que la Guinée-Bissau est exclue de l'étude par manque de données. Donc on compare les taux au niveau des sept pays.

à ces impôts il mobilise plus de la moitié de ses recettes, soit 78,51% à la même année. Par ailleurs, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales avoisinent les 3,22% du PIB en 2017 et 19,80% du total des recettes fiscales pour l'ensemble des pays. En procédant à une comparaison entre les pays, le Bénin, la Cote d'Ivoire et le Niger affichent les parts les plus importantes des recettes provenant sur le commerce extérieur et les transactions internationales soient respectivement 26,88% ; 27,38% et 27,97% des recettes totales en 2017. La Cote d'Ivoire reste le pays où la part des recettes provenant des salaires et de la main d'œuvre dépasse largement celle des autres pays. En effet, cette part est de 11,30 en pourcentage des recettes totales contre 1,13% au Bénin, 0,78% au Burkina Faso, 0,92% au Mali, 0,52% au Niger, 0,70% au Sénégal et 0,86% au Togo. En 2017, les recettes issues du revenu, gains et des bénéfices en capital sont inférieures à 4% du PIB pour la Cote d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Togo et supérieures à 4% pour les autres pays. En plus, ces recettes représentent en moyenne 21,52% des recettes totales sur la période 2005-2017 avec le Sénégal qui possède la part la plus importante soit 27,42% de ses recettes fiscales.

3 Résultats empiriques et Discussions

Dans cette section, nous présentons les résultats de l'estimation économétrique relative aux effets de la politique fiscale sur la croissance économique.

Le tableau ci-dessous présente les résultats du modèle dynamique estimé par la méthode LSDVC Bruno (2005). La colonne (1) représente les résultats du modèle dynamique sans variable de bonne gouvernance et les colonnes (2), (3), (4) et (5) exposent les résultats avec la prise en compte d'un facteur de bonne gouvernance.

Table 1: Impact de la politique fiscale sur la croissance économique des pays de l'UEMOA

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Coefficients					
L1.Croissance	-0,248**	-0,254**	-0,297 **	-0,262 **	-0,216**
ln(Inves)	7,877***	7,717***	7,789***	7,733***	9,217***
cap_humain	12,362	11,459	18,893**	12,571	14,196**
ln(imp_sal)	1,903*	1,784	2,631 **	1,945 *	0,673
ln(imp_ext)	1,762	2,033	0,402	2,086	0,914
Dln(imp_Rev)	2,546	2,473	1,801	2,474	3,659*
Dln(imp_bs)	10,986**	10,935**	11,612**	11,178**	12,001**
ln(imp_Patr)	0,498	0,307	0,223	0,387	0,766
Taux_ouv	-4,496**	-4,351**	-2,874	-4,581	-5,807**
Crois_demo	1,030	0,532	-5,964	0,957	3,938
ln(Dette_Ext)	0,125	0,128	0,014	0,132	0,085
Variables de bonne gouvernance					
Lut-Corruption		0,961			
Stability			2,115*		
Eff_gouv				0,684	
Qual_regl					-7,191**
Erreur quadratique	2,729	2,753	2,523	2,749	2,533

*** $p < 0.001$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : Calculs des auteurs

Il ressort des résultats qu'avec ou sans variable de bonne gouvernance, l'investissement est positivement et significativement lié à la croissance économique des pays de l'UEMOA. Quant au taux d'ouverture commerciale, il a un effet négatif sur la croissance économique. Ce résultat s'explique par la position géographique défavorable de certains pays de la zone occasionnant des coûts de transport élevés dans leur échanges de marchandises. L'autre argument est que l'ouverture des frontières a permis l'entrée de l'investissement direct étranger, et que cette hausse de concurrence internationale est venue diminuer la part de l'investissement domestique de façon importante, causant alors une diminution du PIB Jin (2004).

Les résultats au niveau de la colonne 1 c'est-à-dire ceux du modèle en absence d'un indicateur de bonne gouvernance montrent que plusieurs variables sont significativement liées à la croissance économique. En ce qui concerne les variables fiscales, seules les impôts sur biens et services et les impôts sur les salaires et la main d'œuvre sont significativement et positivement liées à cette croissance économique. Cet effet positif n'est pas surprenant au regard de la revue théorique et des travaux empiriques de Moussavou (2017). L'impact positif de l'augmentation des impôts sur les biens et services peut être imputé à l'importance de

son poids dans les recettes fiscales. En effet, les impôts sur les biens et services constituent la principale source d'impôts pour la quasi-totalité des pays de la zone. Par ailleurs, l'introduction alternatif d'une variable de bonne gouvernance dans le modèle montre que seules la qualité réglementaire, la stabilité politique et l'absence de violence affectent d'une manière significative l'impact qu'a la politique fiscale sur la croissance économique. Ce qui permet d'une part d'avoir une significativité du capital humain qui est positivement lié à la croissance économique. Lorsqu'on intègre la variable stabilité politique et absence de violence dans le modèle, le coefficient des taxes sur les salaires et la main d'oeuvre ainsi que celui des impôts sur biens et services demeurent positifs et augmentent. L'absence de violence et la stabilité politique sont donc des conditions nécessaires pour plus de mobilisations de recettes fiscales afin de favoriser la croissance économique au sein de l'UEMOA. En effet, la stabilité politique et l'absence de violence promet l'investissement surtout ceux des entreprises multinationales pour lesquelles, la stabilité constitue un critère décisif. Ce qui affecte en retour la main d'oeuvre. D'autre part, en favorisant la croissance économique, l'investissement entraîne une hausse des ressources financières disponibles dans l'économie. Et les statistiques montrent que les pays fragiles, victimes de violences récurrentes et d'instabilités politiques, ont tendance à afficher des ratios impôts/PIB très faibles. Cela laisse penser que l'instabilité politique est positivement corrélée avec les mesures économiques restrictives. D'autre part, la prise en compte de la qualité réglementaire dans le modèle nous permet d'avoir un effet significativement positif des impôts sur le revenus, les bénéfices et les gains en capital sur la croissance économique. Ce qui n'est pas aussi surprenant dans la mesure où la qualité réglementaire se caractérise par l'engagement des pouvoirs publics dans le développement du secteur privé qui est une source potentielle d'imposition. Ce résultat montre que les pays de l'UEMOA ont intérêt d'augmenter ces impôts tout en instaurant des réformes visant à améliorer la gouvernance. Au regard des erreurs quadratiques, on constate que le modèle intégrant la stabilité politique et l'absence de violence est le meilleur. Ce qui prouve que la stabilité politique et l'absence de violence est indispensable pour les pays de l'UEMOA.

CONCLUSION

Dans un monde où les besoins sont immenses et les ressources limitées, la capacité d'un État à mobiliser de ressources intérieures devient un atout afin de stimuler son économie. Cette étude s'est donnée comme objectif d'examiner le lien qui existe entre la politique fiscale et la croissance économique. La littérature théorique et empirique est loin d'avoir trouvé un consensus sur l'effet qu'a la politique fiscale sur la croissance économique. Pour certains auteurs, cet effet dépend de la structure des recettes fiscales. Pour d'autres auteurs, la fiscalité est inappropriée et donc la croissance économique augmente lorsque les dépenses publiques reposent sur une neutralité fiscale. C'est pourquoi, pour savoir ce lien dans le cadre des pays de l'UEMOA, on utilise un panel dynamique. La méthode LSDVC (Least Square Dummy Variable Corrected) est celle utilisée pour estimer une telle spécification. Dès lors, il est assorti de nos résultats que les impôts sur les biens et services et les impôts sur les salaires et la main d'oeuvre affectent positivement la croissance économique. Par ailleurs la prise en compte d'indicateurs de bonne gouvernance augmente ces effets. En particulier, les impôts sur le revenu, les gains et les bénéfices en capital ont un effet positif sur la croissance économique lorsqu'on intègre la qualité réglementaire. Par contre, en examinant les erreurs quadratiques moyennes, on constate que le modèle avec stabilité politique et absence de violence est le meilleur modèle. Ce qui témoigne l'importance de la stabilité politique et l'absence de violence pour une augmentation de la croissance économique. Les hypothèses formulées en introduction sont valides.

A l'issue de ces résultats, quelles implications de politique économique peuvent être formulées comme suit :

- ☛ L'État doit augmenter ses efforts visant à transmettre plus de civisme fiscal aux contribuables ;
- ☛ Renforcer les stratégies mises en place pour une meilleure stabilité politique et d'absence de violence ;
- ☛ Améliorer la qualité réglementaire afin de favoriser le développement du secteur privé et le bon fonctionnement des marchés.

Dans une plus grande perspective, l'étude peut essayer à déterminer le niveau de taxation optimale au niveau de la zone.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Bruno, G. S. F. (2005) 'Estimation and Inference in Dynamic Unbalanced Panel-data Models with a Small Number of Individuals', *The Stata Journal : Promoting communications on statistics and Stata*, 5(4), pp. 473–500. doi : [10.1177/1536867X0500500401](https://doi.org/10.1177/1536867X0500500401).
- [2] Dahir, A. M. et al. (2019) 'Capital, funding liquidity, and bank lending in emerging economies : An application of the LSDVC approach', *Borsa Istanbul Review*, 19(2), pp. 139–148. doi : [10.1016/j.bir.2018.08.002](https://doi.org/10.1016/j.bir.2018.08.002).
- [3] Montmartin, B. (2012) 'Intensité de l'investissement privé en RD dans les pays de l'OCDE : Impact et complémentarité des mesures de soutien financier', p. 47.
- [4] Ziadi. (2014) « Gouvernance et Croissance Économique : Application Au Cas Des Pays de l'UEMOA ». 19.
- [5] Attila, G. (2007) 'Corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement', p. 366.
- [6] Kappeler, A. et al. (2013) 'Does fiscal decentralization foster regional investment in productive infrastructure?', *European Journal of Political Economy*, 31, pp. 15–25.
doi : [10.1016/j.ejpoleco.2013.03.003](https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2013.03.003).
- [7] Schmidt, J. (2009) 'Ruhr Economic Papers 123', p. 27.
- [8] Blundell, R. and Bond, S. (1998) 'Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models', *Journal of Econometrics*, p. 29.
- [9] Easterly, W. and Rebelo, S. (1993). Fiscal Policy and Economic Growth : An Empirical Investigation. w4499. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research, p. w4499. doi : [10.3386/w4499](https://doi.org/10.3386/w4499).
- [10] Kofi Ocran, M. (2011) 'Fiscal policy and economic growth in South Africa', *Journal of Economic Studies*, 38(5), pp. 604–618. doi : [10.1108/01443581111161841](https://doi.org/10.1108/01443581111161841).
- [11] Buscemi, A. (2012) 'Fiscal Deficit, National Saving and Sustainability of Economic Growth in Emerging Economies : A Dynamic GMM Panel Data Approach', 2(2), p. 15.
- [12] Ugwuanyi, U. B. and Ugwunta, O. D. (2017) 'Fiscal Policy and Economic Growth : An Examination of Selected Countries in Sub-Saharan Africa', *International Journal of Academic Research in Accounting, Finance and Management Sciences*, 7(1), p. Pages 117-130. doi : [10.6007/IJARAFMS/v7-i1/2587](https://doi.org/10.6007/IJARAFMS/v7-i1/2587).
- [13] Kneller, R., Bleaney, M. F. and Gemmell, N. (1999) 'Fiscal policy and growth : evidence from OECD countries', *Journal of Public Economics*, 74(2), pp. 171–190. doi : [10.1016/S0047-2727\(99\)00022-5](https://doi.org/10.1016/S0047-2727(99)00022-5).
- [14] Ahoure, A. A. E. (2008) 'Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d'Afrique sub-saharienne : Une analyse à partir de données de panel', p. 26.

- [15] Diarra, S. (2013) 'Chocs et Mobilisation des Recettes Publiques dans les Pays en Développement', p. 218.
- [16] Antoine, D. F. (2015) 'Analyse comparative des déterminants de la croissance des pays de l'UEMOA et des pays à forte croissance', 1, p. 28.
- [17] Attila, G., Chambas, G. and Combes, J.-L. (2009) 'Corruption et mobilisation des recettes publiques : une analyse économétrique', *Recherches économiques de Louvain*, 75(2), p. 229.
doi :[10.3917/rel.752.0229](https://doi.org/10.3917/rel.752.0229).
- [18] Michèle, S. M. (2018) 'Troisième Conférence De Rehovoth - Les problèmes fiscaux et monétaires dans les pays en voie de développement.', p. 3.
- [19] Tanzi, V., Zee, H. H. (2001). Une politique fiscale pour les pays en développement. *Washington : Fonds monétaire international*.
- [20] Borys, P., Ciżkowicz, P. and Rzońca, A. (2014) 'Panel Data Evidence on the Effects of Fiscal Policy Shocks in the EU New Member States', *Fiscal Studies*, 35(2), pp. 189–224. doi : [10.1111/j.1475-5890.2014.12028.x](https://doi.org/10.1111/j.1475-5890.2014.12028.x).
- [21] Judson, R. A. and Owen, A. L. (1999) 'Estimating dynamic panel data models : a guide for macroeconomists', *Economics Letters*, p. 7.
- [22] Szarowská, I. (2013) 'EFFECTS OF TAXATION BY ECONOMIC FUNCTIONS ON ECONOMIC GROWTH IN THE EUROPEAN UNION', p. 14.
- [23] Mtiraoui, A. (2015) 'The action of public power and Economic Development : Application to the health sector in the MENA region', p. 27.
- [24] Gbato, A. (2017) 'Impact of Taxation on Growth in Sub-Saharan Africa : New Evidence Based on a New Data Set', p. 30.
- [25] Adefeso, H. A. (2016) 'Productive Government Expenditure and Economic Performance in sub-Saharan Africa : An Empirical Investigation', *Zagreb International Review of Economics and Business*, 19(2), pp. 1–18. doi :[10.1515/zireb-2016-0005](https://doi.org/10.1515/zireb-2016-0005).
- [26] Slimani, Salma. (2016). « Threshold Effects of Fiscal Policy on Economic Activity in Developing Countries ». *International Journal of Business and Social Research*
6 (3) : 20.<https://doi.org/10.18533/ijbsr.v6i3.933>.
- [27] Brun, J.-F., Chambas, G., Guerineau, S. (2011). Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement. p 77.
- [28] OECD (2017), African Tax Administration Forum, African Union Commission. *Revenue Statistics in*

Africa 2017. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264280854-en-fr>

[29] Anon. (2018) « Public Debt and Economic Growth : Evidence from Africa ». *International Journal of Economics and Financial Issues* 8(6).

[30] Keho, Yaya (2010), « EFFETS MACROECONOMIQUES DE LA POLITIQUE FISCALE EN COTE D'IVOIRE », p. 28.

[31] Miri, M., Taacha, E.H., and Benatia, M.A. (2017). Fiscal Decentralization and Economic Growth in Morocco : A Panel Cointegration Analysis. P. 7, 10.

[32] Hamzaoui, Moustapha, et Nezha Bousselhami. (2017). « Impact De La Fiscalite Sur La Croissance Economique Du Maroc ». *European Scientific Journal*, ESJ 13(4) :104.

[33] Stoilova, D. (2017). Tax structure and economic growth : Evidence from the European Union. *Contaduría y Administración*, 62(3), 1041 1057. <https://doi.org/10.1016/j.cya.2017.04.006>

[34] Keho, Y. (2013). The structure of taxes and economic growth in Cote d'ivoire : An econometric investigation. P.10.

[35] Fayçal, B. A., Saloua, B. A. (2016). Impact des recettes fiscales sur la croissance économique (Cas des grands pays et des paradis fiscaux). P.6.

[36] Barro, R. J., Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic growth* (2nd ed). MIT Press.

[37] Maxime, A. T., Toussaint, O. S. (2019). Effets de la Politique Fiscale sur la Croissance Economique : Une Analyse sur Donnees de Panel Appliquee a Six Pays de L'Uemoa. *European Scientific Journal ESJ*, 15(28). <https://doi.org/10.19044/esj.2019.v15n28p91>

[38] Arnold, J. (2008). DO TAX STRUCTURES AFFECT AGGREGATE ECONOMIC GROWTH ? EMPIRICAL EVIDENCE FROM A PANEL OF OECD COUNTRIES ECONOMICS DEPARTMENT WORKING PAPERS No. 643. 28.

[39] Abah, K., Atozou, B., Dieng, S. A. (2015). Impact des échanges commerciaux sino- UEMOA sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. p.27.

[40] Bleaney, M., Gemmell, N., Kneller, R. (2001). Testing the endogenous growth model : Public expenditure, taxation, and growth over the long run. *Canadian Journal of Economics/Revue Canadienne d'économie*, 34(1), 36 57. <https://doi.org/10.1111/0008-4085.00061>.

[41] Mansour, M., Rota-Graziosi, G. (2012). Coordination fiscale dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine : Tax Coordination in the West African Economic and Monetary Union. *Revue d'économie du développement*, 20(3), 9. <https://doi.org/10.3917/edd.263.0009>

- [42] Amedanou, Y. M. I. (2018). Examen de l'optimalité de la performance fiscale dans les pays en développement : Le cas de l'UEMOA. 30.
- [43] UEMOA (2019). Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale.
- [44] Muhsam, H. V. (1970). Sur les relations entre la croissance de la population et le développement économique. *Population (French Edition)*, 25(2), 347. <https://doi.org/10.2307/1529202>
- [45] Bun, M. J. G., Kiviet, J. F. (2003). On the diminishing returns of higher-order terms in asymptotic expansions of bias. *Economics Letters*, 79(2), 145e152.
- [46] Geerolf, F., Grjebine, T. (2018). Augmenter ou réduire les impôts : Quels effets sur l'économie ? L'exemple de la taxe foncière. 4.
- [47] Allard, C. (2018). *Regional Economic Outlook, April 2018, Sub-Saharan Africa Domestic Revenue Mobilization and Private Investment*. International Monetary Fund.
<https://login.proxy.bib.uottawa.ca/login?url=http://elibrary.imf.org/view/IMF086/24922-9781484348918/24922-9781484348918/24922-9781484348918.xml>
- [48] Li, W., Sarte, P.-D., (2004). Progressive Taxation and Long-Run Growth. *American Economic Review* 94, 1705–1716. <https://doi.org/10.1257/0002828043052196>
- [49] Nubukpo, K.K., (2007). Dépenses publiques et croissance des pays de l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Afrique Contemporaine* 2, 213–240.
- [50] Nubukpo, K., (2012). Le policy mix de la zone UEMOA : leçons d'hier, réflexions pour demain. *Revue Tiers Monde* n212, 137–152.
- [51] Hurlin, C. (s. d.). Chapter 2. Dynamic panel data models. . . Introduction, 209.
- [52] Bun, M. J. G., Carree, M. A. (2006). Bias-corrected estimation in dynamic panel data models with heteroscedasticity. *Economics Letters*, 92(2), 220-227. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2006.02.008>

ANNEXE

Description des variables

Table 2: Définition des variables

Variables	Description
Croissance	Taux de croissance du PIB
ln(Inves)	Logarithme de l'investissement
cap_humain	capital humain
ln(Imp_sal)	Logarithme de l'impôts sur les salaires et la main d'œuvre
ln(Imp_ext)	Logarithme de l'impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales
ln(Imp_Rev)	Logarithme de l'impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital
ln(Imp_bs)	Logarithme de l'impôts sur les biens et services
ln(Imp_Patr)	Logarithme de l'impôts sur le patrimoine
Taux_ouv	Taux d'ouverture commerciale
Crois_demo	Taux de croissance de la population
ln(Dette_Ext)	Logarithme de la dette extérieur
Lut-corruption	Contre de la corruption
Stability	Stabilité politique et absence de violence
Eff_gouv	Efficacité du gouvernement
Qual_regl	Qualité réglementaire

Corrélation variables fiscales et croissance économique

	Croissance	Inves	Cap_humain	Imp_sal	Imp_ext	Imp_rev	Imp_bs	Imp_patr	Taux_ouv	Crois_demo	Dette_ext
Croissance	1,000***										
Inves	0,428***	1,000***									
Cap_humain	-0,048	-0,225**	1,000***								
Imp_sal	-0,034	-0,731	0,482***	1,000***							
Imp_ext	-0,015	-0,289**	0,355***	0,431***	1,000***						
Imp_rev	0,050	0,458***	-0,297***	-0,456***	-0,414***	1,000***					
Imp_bs	0,104	-0,084	0,283**	0,336**	0,070	0,165	1,000***				
Imp_patr	-0,023	-0,385***	0,149	0,541***	-0,054	-0,129	0,335**	1,000***			
Taux_ouv	-0,065	-0,315**	0,583***	0,530***	0,463***	-0,118	0,528***	0,319**	1,000***		
Crois_demo	0,166	0,631***	-0,681***	-0,771***	-0,169	-0,332**	-0,403***	-0,525***	-0,479***	1,000***	
Dette_ext	0,055	-0,400***	0,300**	0,559***	0,398***	-0,294**	0,262**	0,483***	0,320**	-0,356***	1,000***

*** $p < 0.001$; ** $p < 0.05$; * $p < 0.1$

Corrélation variables fiscales et croissance économique

Table 3: Corrélations variables de bonne gouvernance et croissance économique

	Croissance	Lut-Corruption	Stability	Eff_gouv	Qual_regl
Croissance	1,000***				
Lut-Corruption	0,304**	1,000***			
Stability	0,118	0,402***	1,000***		
Eff_gouv	0,150	0,787***	0,414***	1,000***	
Qual_regl	0,116	0,823***	0,413***	0,840***	1,000***

*** $p < 0.001$; ** $p < 0.05$; * $p < 0.1$

Source : calcul des auteurs

Tests de stationnarité

L'utilisation des tests de racine unitaire en panel est devenue de plus en plus * ³³

Définition des variables de bonne gouvernance

Efficacité du gouvernement : Il s'agit de la qualité des institutions et leur indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de l'élaboration et de l'application des politiques et la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques.

Qualité de la réglementation : Il s'agit de l'aptitude du gouvernement à formuler et à appliquer des politiques et des réglementations saines favorables au développement du secteur privé.

Contrôle de la corruption : Il s'agit de l'utilisation des pouvoirs publics à des fins privées, y compris les petites et les grandes formes de corruption, et la « prise en otage » de l'état par une élite et des intérêts privés.

Stabilité politique et absence de violence : cet indicateur mesure la probabilité de changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que de menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme, c'est-à-dire la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents. ⁴⁴

. LLC=TEST DE LEVIN-LIN-CHU ; PS=TEST D'IM , PESARAN ET SHIN, BD=TEST BREITUNG AND DAS (2005)

. Pour les définitions, veuillez consulter : http://endacacid.org/latest/index.php?option=com_contentview=articleid=600 : les – aspects –

Table 4: Tests de stationnarité

Variables	En niveau			En différence première		
	LLC	PS	BD	LLC	PS	BD
Croissance	-5,672***	-1,496**	-2,369**			
Imp_rev	0,903	2,802	1,373	-22,367***	-6,010***	-1,202
Cap_huamin	-87,046***	-82,840***	-3,719***			
Inves	-3,792***	-0,760	-2,651**		-4,079***	
Imp_salaire	-4,807***	-2,577**	-2,568**			
Imp_Extérieur	-3,406***	-2,733**	-2,226**			
Imp_bs	-4,632***	-0,653	-0,894		-1,673**	-2,424**
Imp_Patrimoine	-8,580***	-2,052**	-2,341**			
taux_Ouv	-4,403***	-2,865**	-2,749**			
Crois_demo	-4,371***	-2,256**	-2,400**			
Dette_Ex	-2,746**	-5,073***	1,238			-2,630**
Corruption	-7,396***	-4,928***	-1,783**			
Stability	-1,992**	-4,423***	-0,871			-2,377**
Eff_gouv	-10,513***	-6,836***	-2,616**			
Qual_regl	-27,011***	-3,720***	-3,067**			

*** $p < 0.001$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : calcul des auteurs